

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Michel-des-Saints

Code géographique : 62085

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sébastien Gariepy, atteste la véracité du rapport financier
de Saint-Michel-des-Saints pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature



Date

2020-03-16

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Michel-des-Saints,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Michel-des-Saints (ci-après « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences possibles du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Nous n'avons pas été en mesure d'auditer le passif ou l'absence de passif au titre des sites contaminés, car la documentation de la Municipalité était insuffisante. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour ce qui concerne les passifs, l'excédent accumulé, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et le flux de trésorerie.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Les états financiers de la Municipalité pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états, une opinion modifiée en date du 15 avril 2019.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et appréciations si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

DCA, comptable professionnel agréé, inc
Par Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA
Saint-Paul-de-Joliette, le 16 mars 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Revenus				
Taxes	1	4 401 885	4 531 218	4 238 674
Compensations tenant lieu de taxes	2	301 115	300 540	294 389
Quotes-parts	3			
Transferts	4	652 314	1 641 387	621 028
Services rendus	5	349 200	484 006	441 913
Imposition de droits	6	159 000	257 217	212 206
Amendes et pénalités	7	24 000	(9 556)	84 450
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	60 000	78 536	71 634
Autres revenus	10	61 000	137 611	690 279
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		155 652	(9 948)
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 008 514	7 576 611	6 644 625
Charges				
Administration générale	14	857 670	891 476	880 295
Sécurité publique	15	674 303	738 653	688 027
Transport	16	2 129 750	2 261 192	2 079 485
Hygiène du milieu	17	1 607 865	1 635 254	1 553 346
Santé et bien-être	18	1 500		
Aménagement, urbanisme et développement	19	431 893	401 742	383 644
Loisirs et culture	20	790 049	968 470	789 268
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	180 935	167 462	136 336
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 673 965	7 064 249	6 510 401
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(665 451)	512 362	134 224
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		17 141 559	17 007 335
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		37	
Solde redressé	28		17 141 596	17 007 335
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		17 653 958	17 141 559

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		12 414
Débiteurs (note 5)	2	2 927 766	1 891 341
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	348 491	192 839
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 276 257	2 096 594
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	164 263	
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 393 200	2 215 550
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	506 424	534 972
Revenus reportés (note 12)	12	208 105	307 400
Dette à long terme (note 13)	13	5 797 492	4 143 283
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	8 069 484	7 201 205
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(4 793 227)	(5 104 611)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	22 122 064	22 036 911
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	150 502	46 424
Stocks de fournitures	19	83 055	83 055
Autres actifs non financiers (note 17)	20	91 564	79 780
	21	22 447 185	22 246 170
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	17 653 958	17 141 559

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(665 451)	512 362	134 224
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	1 749 549)	(2 292 785)
Produit de cession	3		3 000	
Amortissement	4		1 515 849	1 513 863
(Gain) perte sur cession	5		44 815	
Réduction de valeur / Reclassement	6		100 731	
	7		(85 154)	(778 922)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(104 078)	
Variation des stocks de fournitures	9			(23 148)
Variation des autres actifs non financiers	10		(11 784)	9 937
	11		(115 862)	(13 211)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(665 451)	311 346	(657 909)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(5 104 611)	(4 446 702)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		38	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(5 104 573)	(4 446 702)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(4 793 227)	(5 104 611)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	512 362	134 224
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 515 849	1 513 863
Autres			
- Gain sur cession	3	44 815	
- Immo reclassé à PDRV	4	100 731	
	5	2 173 757	1 648 087
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 036 425)	107 174
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(28 548)	173 278
Revenus reportés	9	(99 295)	(400 333)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(104 078)	
Stocks de fournitures	12		(23 148)
Autres actifs non financiers	13	(11 784)	9 937
	14	893 627	1 514 995
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 749 549)	(2 292 785)
Produit de cession	16	3 000	
	17	(1 746 549)	(2 292 785)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(155 652)	()
Remboursement ou cession	19		9 948
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(155 652)	9 948
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 384 161	20 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(714 311)	(1 204 148)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(822 350)	1 643 600
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(15 641)	(35 498)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	831 859	423 954
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(176 715)	(343 888)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	12 414	356 302
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	38	
Solde redressé	33	12 452	356 302
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	(164 263)	12 414

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Michel-des-Saints est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Municipalité comprend l'organisme *Corporation pour le développement du lac Taureau*, qui est considéré à titre d'entreprise municipale.

a) Périmètre comptable

La *Corporation pour le développement du Lac Taureau* est contrôlée à 100 % par la Municipalité et a généré un gain de valeur de 155 652 \$ (perte de 9 948 \$ en 2018) au cours de l'exercice. La valeur de cette participation est de 348 491 \$ au 31 décembre 2019 (192 839 \$ au 31 décembre 2018).

b) Partenariats

N/A

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels ainsi que des obligations et droits contractuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

réalisation des propriétés destinées à la revente et la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs**a) Actifs financiers****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires rachetables en tout temps ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

b) Actifs non financiers**Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	15, 20 et 40 ans
Bâtiments:	10, 20 et 40 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Véhicules:	2, 5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 et 20 ans.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

E) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****F) Avantages sociaux futurs****Régime de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER et/ou RRS) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement:

- Pour la dette à long terme en question: au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Éléments présentés à l'encontre des DCTP:

- Pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

H) Instruments financiers

N/A

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	
Découvert bancaire	2	(164 263) (92 607)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	105 021
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	(164 263) 12 414
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	105 021
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11	252 708 195 666
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	14 437 24 339
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 607 538 1 291 046
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	757 541 121 682
Organismes municipaux	15	11 053 24 015
<i>Autres</i>		
- Droits de mutation et intérêts	16	148 103 92 963
- Autres	17	136 386 141 630
	18	2 927 766 1 891 341
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	556 703 699 755
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	556 703 699 755
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	23 352 23 352
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
<i>Autres</i>		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	<u>32</u>	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	<u>37</u>	<u>37</u>
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	68 413
Autres régimes (REER et autres)	41	64 507
Régimes de retraite des élus municipaux	42	
	<u>43</u>	<u>68 413</u>
		<u>64 507</u>
Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	<u>46</u>	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
10. Emprunts temporaires			
La Municipalité dispose d'une marge de crédit pour ses besoins de fonctionnement, au taux préférentiel, renouvelable annuellement. Le montant autorisé est de 1 150 000 \$ et le solde est de 393 200 \$ au 31 décembre 2019.			
De plus, elle dispose d'un emprunt temporaire au taux de 3,95% pour financer ses travaux d'investissement dans l'attente du financement permanent. Le montant autorisé est de 1 550 000 \$. L'emprunt présente un solde de 1 000 000 \$ au 31 décembre 2019.			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	291 652	225 659
Salaires et avantages sociaux	48	163 124	162 438
Dépôts et retenues de garantie	49	39 534	134 761
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts sur dette à LT	53	12 114	12 114
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	506 424	534 972

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	59 558	56 450
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		14 104
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Camping	68	47 625	45 324
- Subvention autres organismes	69	100 922	191 522
-	70		
-	71		
	72	208 105	307 400

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,00	2,56	2019	2039	73	5 585 700	3 938 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,45	4,45	2020	2021	79	179 770	220 381
Autres	0,00	0,00	2020	2031	80	83 161	20 000
					81	5 848 631	4 178 781
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(51 139)	(35 498)
					83	5 797 492	4 143 283

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme			Total 2019			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2020	84	92	660 600	100	49 257	109	11 000	117	720 857
2021	85	93	678 600	101	141 214	110	11 000	118	830 814
2022	86	94	552 700	102		111	11 000	119	563 700
2023	87	95	568 000	103		112	6 000	120	574 000
2024	88	96	346 500	104		113	6 000	121	352 500
2025 et +	89	97	2 779 300	105		114	38 161	122	2 817 461
	90	98	5 585 700	106	190 471	115	83 161	123	5 859 332
Intérêts et frais accessoires				107	(10 701)			124	(10 701)
	91	99	5 585 700	108	179 770	116	83 161	125	5 848 631

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(4 793 227)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(4 793 227)
		(5 104 611)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	130	5 298 571	158	265 737	185	18 417	212	5 545 891	
Eaux usées	131	9 511 246	159	40 739	186		213	9 551 985	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	20 467 453	160	1 138 714	187	184 167	214	21 422 000	
Autres	133	2 199 223	161	221 158	188	46 493	215	2 373 888	
Réseau d'électricité	134		162		189		216		
Bâtiments	135	2 086 962	163		190		217	2 086 962	
Améliorations locatives	136		164		191		218		
Véhicules	137	2 179 396	165	8 049	192	31 012	219	2 156 433	
Ameublement et équipement de bureau	138	201 185	166		193		220	201 185	
Machinerie, outillage et équipement divers	139	1 591 925	167	19 374	194		221	1 611 299	
Terrains	140	788 083	168		195		222	788 083	
Autres	141		169	102 386	196	104 788	223	(2 402)	
	142	<u>44 324 044</u>	170	<u>1 796 157</u>	197	<u>384 877</u>	224	<u>45 735 324</u>	
Immobilisations en cours	143	105 350	171	(46 608)	198	23 938	225	34 804	
	144	<u>44 429 394</u>	172	<u>1 749 549</u>	199	<u>408 815</u>	226	<u>45 770 128</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	145	2 522 932	173	139 270	200	921	227	2 661 281	
Eaux usées	146	7 005 449	174	249 227	201		228	7 254 676	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	8 633 259	175	750 079	202	184 167	229	9 199 171	
Autres	148	965 713	176	105 057	203	44 168	230	1 026 602	
Réseau d'électricité	149		177		204		231		
Bâtiments	150	717 964	178	53 890	205		232	771 854	
Améliorations locatives	151		179		206		233		
Véhicules	152	1 151 772	180	116 814	207	31 012	234	1 237 574	
Ameublement et équipement de bureau	153	203 745	181	3 810	208		235	207 555	
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 191 649	182	97 702	209		236	1 289 351	
Autres	155		183		210		237		
	156	<u>22 392 483</u>	184	<u>1 515 849</u>	211	<u>260 268</u>	238	<u>23 648 064</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>22 036 911</u>					239	<u>22 122 064</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	240	309 555	243		245		247	309 555	
Amortissement cumulé	241	(46 433)	244	(15 478)	246		248	(61 911)	
Valeur comptable nette	242	<u>263 122</u>					249	<u>247 644</u>	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	150 502	46 424
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253	150 502	46 424
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	150 502	46 424
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurances payées d'avance	256	69 812	66 522
- Autres payés d'avance	257	21 752	13 258
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	91 564	79 780
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles de la Municipalité concernent principalement un contrat pour le traitement des insectes piqueurs. Les obligations contractuelles totalisent 1 318 289 \$ et comprennent les versements suivants pour les cinq prochains exercices :

·2020 : 255 639 \$
 ·2021 : 260 752 \$
 ·2022 : 265 967 \$
 ·2023 : 268 633 \$
 ·2024 : 255 872 \$

19. Droits contractuels**Programme de subvention**

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 1 212 242 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 586 250 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, 154 958 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 1 057 284 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Entente avec institution financière

De plus, la Municipalité a convenu par une entente avec une institution financière locale, de recevoir un montant de 97 400 \$. Pour avoir droit à ce montant, la Municipalité doit investir dans des infrastructures de loisirs un montant de 876 600 \$. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2022. Au 31 décembre 2019, un montant de 4 500 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 55 400 \$ demeure disponible pour les travaux futurs.

20. Passifs éventuels

N/A

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautionnements	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

Une mise en demeure, d'un montant de 27 811\$, a été reçue d'un syndicat de copropriété. Le plaignant réclame des sommes relativement à la quote-part des charges communes. La municipalité a contesté cette réclamation. La direction n'était pas en mesure, à la date d'approbation des états financiers, d'évaluer l'issue de cette réclamation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

d) Autres

N/A

21. Actifs éventuels

N/A

22. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs de 2018 ont été reclassés afin de tenir compte des modifications effectuées en 2019 dans la présentation de l'information financière.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	4 401 885	4 531 218	4 531 218	4 238 674
Compensations tenant lieu de taxes	2	301 115	300 540	300 540	294 389
Quotes-parts	3				
Transferts	4	652 314	671 464	671 464	391 621
Services rendus	5	349 200	484 006	484 006	441 913
Imposition de droits	6	159 000	257 217	257 217	212 206
Amendes et pénalités	7	24 000	(9 556)	(9 556)	84 450
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	60 000	78 536	78 536	71 634
Autres revenus	10	61 000	16 608	16 608	430 713
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	6 008 514	6 330 033	6 330 033	6 165 600
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15		969 923	969 923	229 407
Imposition de droits	16				
Autres revenus	17				
Contributions des promoteurs	18		121 003	121 003	123 312
Autres	19				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20		155 652	155 652	(9 948)
	21	6 008 514	1 246 578	1 246 578	479 025
			7 576 611	7 576 611	6 644 625
Charges					
Administration générale	22	844 670	879 006	891 476	880 295
Sécurité publique	23	647 303	689 165	738 653	688 027
Transport	24	1 313 050	1 351 167	2 261 192	2 079 485
Hygiène du milieu	25	1 248 315	1 366 092	1 635 254	1 553 346
Santé et bien-être	26	1 500			
Aménagement, urbanisme et développement	27	421 893	391 771	401 742	383 644
Loisirs et culture	28	640 449	703 737	968 470	789 268
Réseau d'électricité	29				
Frais de financement	30	180 935	167 462	167 462	136 336
Effet net des opérations de restructuration	31				
	32	1 375 850	1 515 849	(1 515 849)	
Amortissement des immobilisations	33	6 673 965	7 064 249	7 064 249	6 510 401
	34	(665 451)	512 362	512 362	134 224
Excédent (déficit) de l'exercice					

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(665 451)	512 362	134 224
Moins: revenus d'investissement	2	()	(1 246 578)	(479 025)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(665 451)	(734 216)	(344 801)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	1 375 850	1 515 849	1 513 863
Produit de cession	5		3 000	
(Gain) perte sur cession	6		44 815	
Réduction de valeur / Reclassement	7		100 731	
	8	1 375 850	1 664 395	1 513 863
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10		(100 731)	
	11		(100 731)	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			9 948
	15			9 948
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		377 058	32 297
Remboursement de la dette à long terme	17	(656 701)	(570 411)	(942 047)
	18	(656 701)	(193 353)	(909 750)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(38 698)	(113 984)	(70 431)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	50 000	(398 511)	(465 537)
Excédent de fonctionnement affecté	21		2 415	
Réserves financières et fonds réservés	22	(65 000)	(117 493)	(131 805)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(15 442)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(53 698)	(643 015)	(667 773)
	26	665 451	727 296	(53 712)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		(6 920)	(398 513)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 246 578	479 025
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(53 529)	(4 200)
Sécurité publique	3	(8 682)	(68 889)
Transport	4	(1 123 347)	(1 963 910)
Hygiène du milieu	5	(298 684)	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(27 531)	()
Loisirs et culture	8	(237 776)	(255 786)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(1 749 549)	(2 292 785)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	(3 347)	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	(155 652)	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 020 381	20 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	113 984	70 431
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	25 475	
Excédent de fonctionnement affecté	16	15 544	
Réserves financières et fonds réservés	17	144 011	12 982
	18	299 014	83 413
	19	410 847	(2 189 372)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 657 425	(1 710 347)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	1 777 232	1 786 680	1 622 452
Charges sociales	2	335 135	396 728	373 415
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	2 591 969	2 838 113	2 466 473
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	167 935	101 969	118 708
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	9		13 957	
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	13 000	51 536	17 628
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	247 344	217 324	233 611
Transferts	13			
Autres	14		575	587
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	150 500	138 996	152 145
Amortissement des immobilisations	17	1 375 850	1 515 849	1 513 863
Autres				
- Dommages et intérêts	18	15 000	2 522	1 691
- Mauvaises créances	19			9 828
-	20			
	21	6 673 965	7 064 249	6 510 401

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

	2019	2018
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	
Provision pour moins-value	15	() ()
	16	
	17	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dettes à long terme	20	
	21	
Solde du Fonds local d'investissement	22	

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Intérêts sur la dette à long terme	8	
Autres charges	9	
	10	
Excédent (déficit) de l'exercice	11	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	
Placements de portefeuille	13	
Débiteurs	14	
Prêts aux entreprises	15	
Provision pour moins-value	16	() ()
	17	
	18	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	19	
Revenus reportés	20	
Dette à long terme	21	
	22	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	
Excédent (déficit) non affecté	24	
	25	

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation
du sable et du gravier

1

2

3

Charges

Frais de gestion

Salaires

4

Créances douteuses

5

Autres frais de gestion

6

7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-

8

-

9

-

10

-

11

-

12

-

13

14

15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie

17

Placements de portefeuille

18

Débiteurs

19

Provision pour créances douteuses

20

() ()

21

Autres

22

23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

24

Créditeurs et charges à payer

25

Revenus reportés

Provenant de la gestion foncière

26

Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier

27

Autres

28

Autres

29

30

**Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur
du territoire**

31

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(6 920)	(398 511)
Excédent de fonctionnement affecté	2	25 778	43 737
Réserves financières et fonds réservés	3	1 434 366	560 362
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(393 913)	(32 297)
Financement des investissements en cours	5	(1 108 796)	(1 840 223)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 703 443	18 808 491
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	17 653 958	17 141 559
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	(6 920)	(398 511)
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	(6 920)	(398 511)
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Lac Taureau	12	25 778	43 737
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	25 778	43 737
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	25 778	43 737
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	418 738	433 246
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	1 015 628	127 116
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 434 366	560 362
	48	1 434 366	560 362

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres		
- Emprunt de fonctionnement	72 (	417 592) (32 297)
-	73 () ()
	74 (	417 592) (32 297)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	23 679
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	23 679
	81 (	393 913) (32 297)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 35 051	
Investissements à financer	83 (1 143 847 ) (	( 1 840 223)
	84 (1 108 796)	(1 840 223)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 22 122 064	22 036 911
Propriétés destinées à la revente	86 150 502	46 424
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89 348 491	192 839
	90 22 621 057	22 276 174
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 22 621 057	22 276 174
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (5 797 492 ) (	4 143 283)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (51 139 ) (	35 498)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 563 374	699 761
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 363 781	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (4 921 476 ) (	3 479 020)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ((3 862) ) (	(11 337))
	100 (4 917 614 ) (	3 467 683)
	101 17 703 443	18 808 491

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 2

Description des régimes et autres renseignements

La Municipalité participe à deux régimes de retraite simplifiés à cotisations déterminées pour les employés et les cadres dans lesquels elle cotise à parts égales aux employés et aux cadres jusqu'à concurrence de 5.6%.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109 68 413	64 507
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113 68 413	64 507

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	

Description du régime

	2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	118	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	
	120	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 955 012	2 960 298	2 769 599
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		10 077	10 595
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	137 914	117 428	117 917
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 092 926	3 087 803	2 898 111
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	155 585	181 675	164 970
Égout	11	144 370	170 937	155 184
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	542 570	602 010	537 112
Autres				
- Eco-Taxe	14	96 375	93 388	93 993
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		15 370	15 140
Service de la dette	18	127 277	119 273	117 061
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	242 782	260 762	257 103
Activités d'investissement	21			
	22	1 308 959	1 443 415	1 340 563
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 308 959	1 443 415	1 340 563
	27	4 401 885	4 531 218	4 238 674

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28 32 894	6 308	6 508
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29 552	2 583	2 257
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31 231 463	231 460	231 460
	32 264 909	240 351	240 225
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33 23 732	27 165	24 915
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35 9 493	30 591	26 978
	36 33 225	57 756	51 893
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41 298 134	298 107	292 118
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42 1 899	1 403	1 326
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43 1 082	1 030	945
Taxes d'affaires	44		
	45 2 981	2 433	2 271
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52 301 115	300 540	294 389

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	2 400	2 779
Sécurité civile	56	21 102	
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	370 524	367 918
Enlèvement de la neige	59	40 000	45 792
Autres	60		157 062
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	9 585	6 435
Réseau de distribution de l'eau potable	69	1 432	3 026
Traitement des eaux usées	70		11 696
Réseaux d'égout	71		1 748
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		12 909
Matières recyclables			
Collecte sélective			12 927
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	65 773	51 228
Activités culturelles			4 593
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	487 314	510 810
			233 786

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	1 704	
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	755 351	219 696
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	137 810	9 711
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	75 058	
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	969 923	229 407

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	165 000	160 654	157 835
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	165 000	160 654	157 835
TOTAL DES TRANSFERTS	140	652 314	1 641 387	621 028

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	16 000	23 849
Sécurité civile	147		28 567
Autres	148		
	149	16 000	23 849
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	16 000	23 849
			28 567

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefte et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	4 700	9 254
	186	4 700	9 254
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale		1 455	
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193		
	194		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199	20 000	707
	200	20 000	707
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	201		
Traitement des eaux usées	202		
Réseaux d'égout	203		
Réseaux d'égout			
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205		
Matières recyclables	206		
Autres	207		
Cours d'eau			
Protection de l'environnement	208		
Autres	209		
	210	20 000	21 424
	211	20 000	21 424
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	28 473	
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220	28 473	
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	221		
Bibliothèques	222		
Autres	223	288 500	381 961
	224	288 500	381 961
Réseau d'électricité			
	225		
	226	333 200	413 346
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	349 200	441 913

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	24 000	26 315	28 560
Droits de mutation immobilière	229	125 000	230 902	168 949
Droits sur les carrières et sablières	230	10 000		14 697
Autres	231			
	232	159 000	257 217	212 206
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	24 000	(9 556)	84 450
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	60 000	78 536	71 634
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		(44 815)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			123 312
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			148 509
Autres contributions	242		124 326	386 118
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	61 000	58 100	32 340
	245	61 000	137 611	690 279
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	159 785	150 571	150 571	141 476
Greffé et application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	424 481	462 448	12 470	449 414
Évaluation	4	81 292	80 452		81 901
Gestion du personnel	5				
Autres	6	179 112	185 535		207 504
- Autres	7			185 535	
	8	844 670	879 006	12 470	880 295
				891 476	
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	404 037	428 776		414 830
Sécurité incendie	10	228 566	201 470	49 198	250 381
Sécurité civile	11		44 318		6 905
Autres	12	14 700	14 601	290	15 911
	13	647 303	689 165	49 488	688 027
				738 653	
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	816 410	817 720	879 477	1 535 205
Enlèvement de la neige	15	435 617	481 036	29 163	498 280
Éclairage des rues	16	25 500	17 556		21 789
Circulation et stationnement	17	20 000	19 331	1 385	4 364
Transport collectif					
Transport en commun	18	15 523	15 524		19 867
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	1 313 050	1 351 167	910 025	2 079 485
				2 261 192	

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	62 300	131 606	22 025	153 631
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 100	33 463	53 778	87 241
Piscines, plages et ports de plaisance	55	73 778	52 087	100 791	152 878
Parcs et terrains de jeux	56	16 500	42 473	29 936	72 409
Parcs régionaux	57	83 371	95 304	32 627	127 931
Expositions et foires	58				
Autres	59	261 762	250 907	24 006	274 913
	60	532 811	605 840	263 163	869 003
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	38 538	41 074	1 570	42 644
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	69 100	56 823		56 823
	66	107 638	97 897	1 570	99 467
	67	640 449	703 737	264 733	968 470
	68				
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	167 935	101 969		101 969
Autres frais	70		13 957		13 957
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72	13 000	51 536		51 536
Autres	73	180 935	167 462		167 462
	74				
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	75	1 375 850	1 515 849	(1 515 849)	

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Michel-des-Saints

Code géographique : 62085

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	233 810	
Usines de traitement de l'eau potable	2	24 914	
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	36 915	2 407
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 115 297	1 866 089
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	136 192	205 981
Autres infrastructures	11	84 860	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		23 598
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		126 290
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	19 374	42 435
Terrains	20	98 187	25 985
Autres	21		
	22	1 749 549	2 292 785

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	233 810	
Usines de traitement de l'eau potable	24	24 914	
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	36 915	2 407
Autres infrastructures	27	1 336 349	2 072 070
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	117 561	218 308
	34	1 749 549	2 292 785

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	523 400	1 550 000	172 210	1 901 190
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 955 626	827 490	399 049	3 384 067
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	3 479 026	2 377 490	571 259	5 285 257
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	699 755		143 052	556 703
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	699 755		143 052	556 703
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13		6 671		6 671
	14	699 755	6 671	143 052	563 374
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	699 755	6 671	143 052	563 374
	19	4 178 781	2 384 161	714 311	5 848 631
Dette en cours de refinancement	20 ()				
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	4 178 781	2 384 161	714 311	5 848 631

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	5 848 631
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 143 847
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	556 703
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	6 671
-----------------	----	-------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	6 429 104
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	6 429 104
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
---	--	--

Municipalité régionale de comté	18	322 914
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	6 752 018
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	6 752 018
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	79 592	79 592	81 081
Autres	3	82 563	52 542	66 043
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	335	335	1 847
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	15 523	15 524	19 867
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	20 396	20 396	17 024
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	20 599	20 599	13 413
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	8 866	8 866	14 866
Autres	21	19 470	19 470	19 470
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	247 344	217 324	233 611

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
Rémunération	1	34 534	46 789
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 715 015	2 245 996
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 749 549	2 292 785

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	10,00	35,00	10 873,00	389 637	85 720	475 357
2 Professionnels						
3 Cois blancs	29,00	40,00	20 333,00	470 487	111 543	582 030
4 Cois bleus	24,00	40,00	33 287,00	837 222	184 185	1 021 407
5 Policiers						
6 Pompiers	20,00	3,00	2 599,00	58 551	9 511	68 062
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8 Élus	83,00		67 092,00	1 755 897	390 959	2 146 856
9	7,00			65 317	5 769	71 086
10	90,00			1 821 214	396 728	2 217 942

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11 Transport en commun					
12 Eau et égout					
13 Approvisionnement et traitement de l'eau potable	6 435				6 435
14 Réseau de distribution de l'eau potable	1 564	34 315	104 957		140 836
15 Traitement des eaux usées					
16 Réseaux d'égout	613 042	254 404	577 755	48 915	1 494 116
17 Autres	621 041	288 719	682 712	48 915	1 641 387

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	65 926	17 626
	4	65 926	17 626
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	7 493	7 710
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	7 493	7 710
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	73 810	87 105
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	73 810	87 105
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		12 053
Réseau de distribution de l'eau potable	17	13 115	2 781
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	5 009	6 453
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	18 124	21 287
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	2 109	2 608
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	2 109	2 608
Réseau d'électricité			
	40		
	41	167 462	136 336

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité****Rémunération
(excluant charges
sociales)****Allocation de
dépenses**

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

- | Non audité | OUI | NON | S.O. |
|--|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 1 050 000 \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | |
|---|---------------------------------------|--|--|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 7 | \$ | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input checked="" type="checkbox"/> | 9 <input type="checkbox"/> | |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes : | | | |
| a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. | 10 <input type="checkbox"/> | 11 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 12 | \$ | |
| b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. | 13 <input type="checkbox"/> | 14 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 15 | \$ | |
| c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). | 16 <input type="checkbox"/> | 17 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 18 | \$ | |
| d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). | 19 <input type="checkbox"/> | 20 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 21 | \$ | |

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	6 337 \$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 277 576 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 339 852 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 83 318 \$

b) Dépenses d'investissement

42 \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 423 170 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 99-2020

b) Date d'adoption de la résolution

45 2020-03-16

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI

NON

46

47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Michel-des-Saints

Code géographique : 62085

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Habitation**

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Municipalité de Saint-Michel-des-Saints,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (ci-après l'« état ») de la Municipalité de Saint-Michel-des-Saints (ci-après « Municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état, pris dans son ensemble, est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

DCA, comptable professionnel agréé, inc
Par Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA
Saint-Paul-de-Joliette, 16 mars 2020

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Saint-Michel-des-Saints

Code géographique : 62085

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 102 659
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	87 071
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 189 730

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	217 716
Égout	11	171 740
Traitement des eaux usées	12	593 840
Matières résiduelles	13	
Autres		
- ECO-TAXE	14	93 425
- TRAIT. INSECTES PIQUEURS	15	256 750
- REG.	16	100 837
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 434 308
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 434 308
	27	4 624 038

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	6 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	2 250
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	247 175
	5	255 925

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	27 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	30 000
	9	57 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	312 925

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 400
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 030
Taxes d'affaires	17	
	18	2 430

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	315 355

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	0,5692 /100\$ 6				2 447 206
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	0,5692 /100\$ 9				50 386
Immeubles non résidentiels	10	X 11	0,9092 /100\$ 12				490 398
Immeubles industriels	13	X 14	0,9092 /100\$ 15				111 111
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	0,5692 /100\$ 24				3 558
Total			25		27 (	28	3 102 659

Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54		56 (	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 () 27 ()	28	29	
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 () 56 ()	57	58	
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 () 63 ()	64	65	
Valeur locative imposable							

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 7 0	,	0 0	\$
Égout	2	2 3 0	,	0 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	2 1 0	,	0 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
LOGEMENT CATEGORIE (15,16)	130,0000	4	ORDURES
LOGEMENT CATEGORIE (18,19)	130,0000	4	ORDURES
CAMPING PRIVE	530,0000	4	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	280,0000	4	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	320,0000	4	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	410,0000	4	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	480,0000	4	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	530,0000	4	ORDURES
USINE DE SCIAGE	1 030,0000	4	ORDURES
NON.RES. (CLASSE 1 A 5)	250,0000	4	ORDURES
NON.RES. (CLASSE 6)	260,0000	4	ORDURES
NON.RES. (CLASSE 7)	290,0000	4	ORDURES
NON.RES. (CLASSE 8)	320,0000	4	ORDURES
NON.RES. (CLASSE 9,10,11,12)	350,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (1 A 10)	350,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (11 A 20)	670,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (21 A 30)	990,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (31 A 40)	1 310,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (41 A 50)	1 630,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (51 A 60)	1 950,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (61 A 70)	2 270,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (71 A 80)	2 590,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (81 A 90)	2 910,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (91 A 100)	3 230,0000	4	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB. (101 ET PLUS)	3 550,0000	4	ORDURES
CAMPING	60,0000	7	ORDURES PAR EMPLACEMENT
LOGEMENT CATEGORIE (15,16)	186,0000	4	EAU
LOGEMENT CATEGORIE (18,19)	186,0000	4	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	282,0000	4	EAU

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	306,0000	4	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	336,0000	4	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	366,0000	4	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	384,0000	4	EAU
USINE DE SCIAGE	5 742,0000	4	EAU
NON.RES. (CLASSE 1 A 5)	258,0000	4	EAU
NON.RES. (CLASSE 6)	264,0000	4	EAU
NON.RES. (CLASSE 7)	270,0000	4	EAU
NON.RES. (CLASSE 8)	282,0000	4	EAU
NON.RES. (CLASSE 9,10,11,12)	294,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (1 A 10)	288,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (11 A 20)	468,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (21 A 30)	636,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (31 A 40)	816,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (41 A 50)	996,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (51 A 60)	1 176,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (61 A 70)	1 356,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (71 A 80)	1 536,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (81 A 90)	1 716,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (91 A 100)	1 896,0000	4	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (101 ET PLUS)	2 076,0000	4	EAU
LOGEMENT CATEGORIE (15,16)	160,0000	4	EGOUT
LOGEMENT CATEGORIE (18,19)	160,0000	4	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	240,0000	4	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	260,0000	4	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	285,0000	4	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	310,0000	4	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	325,0000	4	EGOUT
USINE DE SCIAGE	1 635,0000	4	EGOUT
NON.RES. (CLASSE 1 A 5)	220,0000	4	EGOUT
NON.RES. (CLASSE 6)	225,0000	4	EGOUT
NON.RES. (CLASSE 7)	230,0000	4	EGOUT
NON.RES. (CLASSE 8)	240,0000	4	EGOUT
NON.RES. (CLASSE 9,10,11,12)	250,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (1 A 10)	245,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (11 A 20)	385,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (21 A 30)	540,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (31 A 40)	690,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (41 A 50)	850,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (51 A 60)	1 005,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (61 A 70)	1 160,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (71 A 80)	1 315,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (81 A 90)	1 470,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (91 A 100)	1 625,0000	4	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB. (101ET PLUS)	1 780,0000	4	EGOUT
TERRAIN VACANT	43,0000	4	TRAIT. INSECTES

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
LOGEMENT CATEGORIE (15,16)	43,0000	4	TRAIT. INSECTES
LOGEMENT CATEGORIE (18,19)	43,0000	4	TRAIT. INSECTES
LOGEMENT CATEGORIE (10,11,12,17)	80,0000	4	TRAIT. INSECTES
CAMPING PRIVE	245,0000	4	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	125,0000	4	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	150,0000	4	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	185,0000	4	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	225,0000	4	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	245,0000	4	TRAIT. INSECTES
USINE DE SCIAGE	245,0000	4	TRAIT. INSECTES
NON-RES. (CLASSE 1 A 5)	100,0000	4	TRAIT. INSECTES
NON-RES. (CLASSE 6)	115,0000	4	TRAIT. INSECTES
NON-RES. (CLASSE 7)	130,0000	4	TRAIT. INSECTES
NON-RES. (CLASSE 8)	150,0000	4	TRAIT. INSECTES
NON-RES. (CLASSE 9,10,11,12)	160,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (1 A 10)	160,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (11 A 20)	320,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (21 A 30)	480,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (31 A 40)	640,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (41 A 50)	800,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (51 A 60)	960,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (61 A 70)	1 120,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (71 A 80)	1 280,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (81 A 90)	1 440,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (91 A 100)	1 600,0000	4	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB. (101ET PLUS)	17 600,0000	4	TRAIT. INSECTES
CAMPING	15,0000	7	TRAIT. INSECTES PAR EMP
GOLF	1 005,0000	4	TRAIT. INSECTES
TRAVAUX D'AQUEDUC	0,0827	1	AQUEDUC
TRAVAUX CHEMIN (470-2004)	514,5000	4	CHEMIN
TRAVAUX CHEMIN (468-2004)	103,0000	4	CHEMIN
TRAVAUX CHEMINS (472-2004)	108,0000	4	CHEMIN
COMP. ECO-TAXE	25,0000	4	ENVIRONNEMENT
TRAVAUX CHEMIN (549-2012)	181,2200	4	CHEMIN

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
	Taxes sur la valeur foncière						
	Générales	1	490 398	111 111		50 386	3 557
	De secteur	2	19 464	5 074		1 803	
	Autres	3					
	Taxes sur une autre base						
	Taxes, compensations et tarification						
	Service de la dette	4					
	Autres	5	162 625	9 452		39 625	
	Taxes d'affaires						
	Sur la valeur locative	6					
	Autres	7					
		8	672 487	125 637		91 814	3 557

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences Autres	
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9 2 447 207		3 102 659
De secteur	10 54 044	6 686	87 071
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12		
Autres	13 893 333	329 273	1 434 308
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 3 394 584	335 959	4 624 038

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____	405 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27 _____	2020-03-16	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>7 262 194 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>669 607 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>178 835 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>283 500 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , SEBASTIEN GARIEPY , atteste que le rapport financier de Saint-Michel-des-Saints pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-03-16.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Michel-des-Saints.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Michel-des-Saints consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Michel-des-Saints détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-03-17 15:36:39

Date de transmission au Ministère : 2020/04/20



AIDE EN LIGNE

Rapport financier 2019

AIDE EN LIGNE

- Généralités
- Démarche suggérée par le Ministère
- Adresses électroniques
- Transmission électronique du document
- Attestation électronique
- Guide du rapport financier 2019
- La Passerelle
- Données des prévisions budgétaires 2020
- Sommaire de l'information financière
- Gestion des utilisateurs
- Impression de documents

Transmission électronique du document**Transmission électronique du document**

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S68 « Attestation de transmission et de consentement à la diffusion »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide. Faites les corrections au besoin;
- Assurez-vous que la date de dépôt du document au conseil, inscrite à la page S68, est antérieure ou égale à la date de transmission du document au Ministère. Le document ne peut être transmis au Ministère avant son dépôt au conseil;
- Appuyez sur le bouton « Transmettre »;
- Suivez les étapes à l'écran.

Conformément à la procédure établie par le Ministère, vous n'avez pas à transmettre par courrier les documents « papier » remplis et signés. Cependant, pour officialiser la transmission au Ministère, vous devez procéder à l'attestation du document. Vous trouverez plus d'informations relatives à cette procédure sous la rubrique « Attestation électronique ».



AIDE EN LIGNE

- Généralités
- Démarche suggérée par le Ministère
- Adresses électroniques
- Transmission électronique du document
- Attestation électronique
- Guide du rapport financier 2019
- La Passerelle
- Données des prévisions budgétaires 2020
- Sommaire de l'information financière
- Gestion des utilisateurs
- Impression de documents

AIDE EN LIGNE

Rapport financier 2019

d'un « S » en référence à SESAMM. Le formulaire possède, à l'impression, une numérotation propre à l'organisme.

Haut de page

Segmentation du rapport financier

Le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation a procédé, en 2018, à la segmentation du rapport financier à la suite de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (2017, chapitre 13) (PL 122).

En cohérence avec l'adoption du PL 122, le rapport financier est, depuis l'an dernier, segmenté en plusieurs documents financiers distincts :

- Rapport financier 2019;
- Autres renseignements financiers non audités;
- Sommaire de l'information financière;
- Ventilation des dépenses mixtes;
- Taux global de taxation réel;
- Données prévisionnelles non auditées;
- Questionnaire administratif et attestation de transmission et de consentement à la diffusion.

Le rapport financier inclut les états financiers audités (rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants, états financiers, notes et